

Où en est la situation en Côte d'Ivoire ?



Après un premier tour le 31 octobre 2010, le second tour du scrutin pour élire le Président de la République de Côte d'Ivoire a eu lieu le 28 Novembre 2010. Les deux candidats à ce second tour étaient :

- d'une part **Laurent Gbagbo**, combattant de très longue date pour la démocratie et la justice sociale, président sortant élu en 2000 pour cinq ans, mais qu'une tentative de coup d'état perpétrée le 19 septembre 2002, foireuse mais non entièrement défaite, a empêché de diriger le pays dans la paix, et de mettre en application le programme que lui-même, son parti le Front Populaire Ivoirien (FPI) et leurs alliés, avaient présenté au Peuple Ivoirien et qui avait valu à M. **Gbagbo**

d'obtenir la confiance et les suffrages populaires.

- d'autre part **Alassane Dramane Ouattara**, ancien Directeur (Afrique) du Fonds Monétaire International (Fmi) à Washington dans les années 1980, et ancien Premier Ministre de M. Félix Houphouët-Boigny. Monsieur A.D. Ouattara était Directeur (Afrique) du FMI lorsque, dans la décennie 1980 notamment, cet organisme imposait à tous les pays africains dont le Kameron, sans regrets ni remords, mais avec une arrogance cynique, les fameux « Plans d'Ajustement Structurel (PAS) » qui valurent au FMI le surnom mérité de

« *Fonds de Misère Instantanée* »

attribué par un économiste de talent.

La Marche vers l'élection présidentielle et les résultats

Qu'on soit ou non partisan de Laurent Gbagbo et son parti le FPI, qu'on les déteste ou qu'on les aime, on ne peut nier que la voie vers cette élection présidentielle n'a été ouverte que par des démarches qui, empreintes de patriotisme et de lucidité politique, ont conduit à l'Accord dit de Ouagadougou. Un tel accord était inimaginable en septembre 2002, au lendemain du Coup d'état foireux quoique non entièrement défait ; il était encore inimaginable quelques mois plus tard, lors du traquenard en forêt de Marcoussis, cyniquement monté par les néocolonialistes connus en Afrique et au-delà.

Or donc, les démarches qui ont rendu possible l'Accord de Ouagadougou furent un exemple extraordinaire de courage et de lucidité politiques et, en même temps, de patriotisme de la part de Laurent Gbagbo et ses amis et alliés, qui acceptèrent de former un gouvernement avec ceux là même qui avaient pris les armes contre eux. L'Accord de Ouagadougou a été scrupuleusement respecté et appliqué par Laurent Gbagbo et ses amis. Alors que, dans le

même temps, les auteurs de la tentative de coup d'état foireuse quoique non entièrement défaite, ont, avec leurs sponsors, **refusé jusqu'à ce jour, le désarmement prévu par l'Accord ! Pourtant, malgré ce fait fondamental, qu'aucun chef d'état au monde n'a jamais accepté depuis la nuit des temps, Laurent Gbagbo et ses amis ont accepté que l'élection présidentielle ait quand même lieu**, en comptant sans doute sur la maturité et la lucidité du Peuple et un minimum de bonne foi de leurs compatriotes auteurs de la tentative de putsch .

Le 3 décembre 2010, le Conseil Constitutionnel de la République de Côte d'Ivoire, organisme qui, selon la Constitution ivoirienne, est juge d'un éventuel contentieux électoral, et a seul le pouvoir de proclamer en dernier ressort les résultats définitifs de l'élection du Président du pays, a déclaré Laurent GBAGBO élu, après examen de requêtes introduites au lendemain du scrutin et des résultats provisoires rendus publics par la Commission Electorale Indépendante (CEI). Signalons que la CEI, à la suite de ses résultats provisoires, avait déclaré Mr Ouattara élu.

Le spectre des groupes qui réagissent depuis le 3 décembre 2010

A la suite de ces résultats officiels et définitifs légalement proclamés par le Conseil Constitutionnel, l'opinion africaine et mondiale a assisté et assiste à de nombreuses réactions. En dehors de la Côte d'Ivoire, s'est mise en mouvement pour soutenir A.D.Ouattara, une faune bigarrée où se côtoient tout à la fois, une Union Africaine (UA) pourtant incapable depuis 10 ans, d'appliquer les dispositions de sa propre Charte (article 14 et autres) sur les coups d'état ; une Organisation des Nations Unies (Onu) qui, depuis 50 ans, ne souffle jamais un mot devant les centaines d'élections grossièrement truquées que de nombreux, trop nombreux dictateurs à travers l'Afrique et aussi en Asie, organisent à répétition ; une Union Européenne (UE) en majorité négrière et hypocrite mais toujours prompte à donner des leçons de morale, de droits de l'homme et de démocratie et patati et patata ; sans oublier un gouvernement américain irrésistiblement attiré par les perspectives pétrolières ouvertes par les récentes découvertes d'hydrocarbures en Côte d'Ivoire et au Ghana voisin.

Ce que tout ce monde veut, en dehors de l'UA, c'est imposer à la tête de la Côte d'Ivoire un Président et un gouvernement de béni oui oui qui, comme dans de nombreux pays africains, vont continuer à permettre l'exploitation séculaire des grandes richesses du pays, le blocage du développement des grandes potentialités qu'il recèle, et le maintien du Peuple et notamment la vaillante jeunesse ivoirienne dans la misère et la pauvreté. Pour sa part, ce que l'UA veut, c'est que les Peuples Africains et en particulier la jeunesse de tout le Continent, oublient que l'Union Africaine est de plus en plus empêtrée dans la voie de l'impotence qui fut celle de la soi-disant Organisation de l'Unité Africaine (Oua) de 1963 à son autodissolution il y a bientôt 10 ans. A propos de l'Onu, c'est un devoir patriotique et panafricain le plus strict pour l'Upc, d'informer la jeunesse de tout le Continent, en rappelant à l'opinion africaine que :

1°) C'est cette même Onu qui se fit complice des néocolonialistes français en mars 1959 **en refusant la proposition raisonnable de l'Upc et des autres patriotes kamerunais, d'organiser avant la proclamation de l'indépendance, des élections générales sous la supervision de l'Onu puisque le Kamerun était un pays sous tutelle de l'organisation internationale**

! Les néocolonialistes français ne voulaient pas de ces élections puisqu'ils savaient que l'Upc

L'Upc soutient Laurent Gbagbo

Écrit par Germinal

Mardi, 07 Décembre 2010 07:39 - Mis à jour Mardi, 07 Décembre 2010 08:33

aurait alors balayé leurs protégés. L'Onu suivit la position des néocolonialistes, ce qui accoucha du monstre politique que le Kamerun vit depuis 50 ans.

2°) C'est cette même Onu qui approuva de fait, en 1960-61, l'accord secret anglo-français de partage des zones d'influence dans le Kamerun dit anglais et sabota ainsi la réunification de notre pays qui était un des points clés du programme nationaliste, ce qui se traduit par le rattachement du « Northern Kamerun » au Nigéria à l'issue d'un scandaleux plébiscite où des dizaines de milliers de citoyens nigériens votèrent sans évidemment en avoir la qualité ni le droit. Tout ceci sans que l'Onu dise un seul mot de désapprobation.

3°) C'est cette même Onu qui, appelée au Congo en juillet 1960 par le gouvernement légitime et légal de **Patrice Eméry Lumumba** pour l'aider à mater la rébellion katangaise, se fit plutôt le complice cynique de la neutralisation infâme de Lumumba, suivie de l'assassinat crapuleux de ce dernier et de ses compagnons **Okito et Mpolo** par le groupe de

Mobutu, Tschombe, Munongo, Nendaka

et d'autres. Dans ces actes odieux, l'Onu était évidemment de connivence avec toutes les grandes puissances occidentales qui crient depuis le 3 Décembre 2010 contre

Laurent Gbagbo

et ses amis en Côte d'Ivoire. Et il faut dire clairement que si M.

Ban Kin Moon

, Secrétaire Général actuel de cette Onu, persiste dans la voie qu'il semble avoir décidé de suivre depuis quelques jours pour plaire aux ennemis de l'Afrique une fois encore coalisés, il ne sera pas facile pour lui d'échapper à la même fin que son prédécesseur Dag Hammarskjöld en 1960 au Congo. Car il doit savoir qu'en Afrique, chez les Bantu, « les vivants et les morts nous observent et nous jugent » (

Félix Roland Moumié

).

La signification profonde de toutes ces prises de position sur la situation en Côte d'Ivoire, c'est la volonté farouche, jamais démentie depuis au moins 6 siècles, de poursuivre la domination de notre Continent, l'exploitation des peuples africains, l'écrasement de notre jeunesse dans la misère et la pauvreté tout en persistant dans des discours hypocrites sur « la lutte contre la pauvreté » avec la complicité de l'UA et des dictateurs qui pullulent en son sein.

Quelle position pour les patriotes militants africains ?

Face à la situation actuelle en Côte d'Ivoire, devant les forces puissantes et farouchement déterminées à écarter du pouvoir les patriotes et toutes les forces dévouées au pays et à toute l'Afrique puis à les écraser ensuite, l'heure n'est plus aux attitudes à la Ponce Pilate, à la recherche des « nombreuses erreurs de Gbagbo et ses amis » (qu'elles soient réelles ou purement imaginaires) ; l'heure n'est pas aux attitudes de spectateurs se contentant de « compter les coups provenant de chaque camp ».

Car ne nous y trompons pas : ce qui se joue depuis 10 ans en Côte d'Ivoire et plus encore aujourd'hui, c'est l'avenir de tous nos pays, et de tout le Continent. Comme au Congo en 1960, comme au Kamerun en 1958-61, ce qui se joue, c'est la question de savoir si oui ou non, des patriotes dans un pays africain, peuvent prendre le pouvoir

et engager ce pays dans la voie de la vraie libération, de la démocratie réelle, du progrès et de la justice sociale véritable et effective, la voie de la satisfaction progressive des aspirations du peuple de ce pays et de tous les peuples africains.

Au nom des upécistes, et convaincu d'exprimer le sentiment de l'ensemble des patriotes conscients de notre pays, le Bureau du Comité Directeur de l'Upc lance un Appel Solennel à tous les militants progressistes, à tous ceux qui, en Afrique, se reconnaissent dans les idéaux du Panafricanisme Révolutionnaire, dans l'héritage historique toujours actuel légué par la multitude des grands héros africains du 20^e siècle : Osagyefo Kwame Nkrumah, Ruben Um Nyobe, Didan Kimathy, Barthélémy Boganda, Ouezzin Coulibaly, Patrice Lumumba, Félix Roland Moumié, Ernest Ouandié, Amilcar Cabral, Eduardo Mondlane, Samora Machel, Hoji ia Henda, Agostinho Neto, Oliver Tambo, Chris Hani, Cheick Anta Diop, Mongo Beti, etc,etc.

L'Upc les adjure de prendre rapidement et clairement position sur la situation en Côte d'Ivoire, en soutenant Laurent Gbagbo et ses amis et camarades, le candidat de La Majorité Présidentielle sortante ayant été légalement proclamé élu par le Conseil Constitutionnel de Côte d'Ivoire.

Depuis le Kamerun, l'Upc appelle spécialement toute la jeunesse à travers tout le Continent, et lui demande d'apporter son soutien multiforme, ferme et fraternel, à la vaillante jeunesse ivoirienne qui a déjà payé très cher son engagement patriotique depuis 8 ans, pour que triomphent les idéaux panafricains d'indépendance et de souveraineté nationale, de démocratie et de justice sociale. En 2011, des élections sont aussi attendues au Kamerun, en République Centrafricaine et ailleurs sur le continent. Les donneurs de leçons hypocrites de la soi-disant « Communauté Internationale » autoproclamée vont approuver avec cynisme et hypocrisie tous les tripatouillages déjà entamés auxquels vont se livrer les dictateurs corrompus accrochés parfois depuis plus de 30 ans au pouvoir. Ils enverront des « observateurs impartiaux et neutres, objectifs », qui s'enfermeront dans des hôtels de luxe de Douala, Yaoundé ou ailleurs, puis ils publieront des rapports selon lesquels « certes quelques irrégularités ont été enregistrées ; mais celles-ci sont restées limitées et mineures, et ne furent pas de nature à influencer sérieusement les résultats du scrutin ». Puis la tragi-comédie reprendra pour 5 ans, 7 ans, 10 ans. L'UA se taira, comme d'habitude. Aujourd'hui, malgré des difficultés et face à une situation très difficile pour le camp des patriotes véritables en Côte d'Ivoire, les choses ne sont pas confuses du tout. La situation est suffisamment claire pour que chaque Africain puisse se décider et prendre position.

C'est le camp de Laurent Gbagbo et ses amis et leurs alliés, qui incarne des perspectives de marche en avant du Peuple Africain de Côte d'Ivoire et notamment de sa jeunesse ; des perspectives de démocratisation continue du pays, pour laquelle le FPI et ses dirigeants ont vaillamment lutté et subi la répression pendant 30 ans. C'est le camp de Laurent Gbagbo qui représente en Côte d'Ivoire le potentiel le plus solide pour une politique de progrès et de justice sociale. C'est ce camp qui est le camp du vrai passé de lutte et de liberté de l'Afrique, d'un présent de dignité, et d'un futur de souveraineté véritable de nos peuples et de notre continent : c'est le camp de l'honneur de l'Afrique. Nous appelons la vaillante et intrépide jeunesse de tout le Continent, les femmes et les hommes de tous les médias d'Afrique, tous les Peuples Africains, à soutenir par tous les moyens à la disposition de chacun, le camp de Laurent Gbagbo et ses amis. Car c'est le camp de l'Afrique éternelle. {jcomments on}

L'Upc soutient Laurent Gbagbo

Écrit par Germinal

Mardi, 07 Décembre 2010 07:39 - Mis à jour Mardi, 07 Décembre 2010 08:33

Douala, le 5 décembre 2010

Pour le Bureau du Comité Directeur de l'Upc

Docteur Samuel Mack-Kit
Président de l'UPC

Professeur Moukoko Priso
Secrétaire Général

Massongo Barnabé Melvin
Président de la Xe Session

Mang Louis Marie
Secrétaire de la Xe Session

Tchuanyo Martin
Vice Président

Ekoto Efa Christine
Secrétaire Nationale aux Relations Panafricaines et Internationales 800x600 Normal 0 21
false false false FR X-NONE X-NONE MicrosoftInternetExplorer4

Où en est la situation en Côte d'Ivoire ?